

# REvue

## POUR LES PARLEMENTAIRES

UN PÉRIODIQUE CONSACRÉ AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

### DANS CE NUMÉRO

**POURQUOI LES ÉNERGIES  
RENOUVELABLES SONT-ELLES  
IMPORTANTES?** 2

**S'ENGAGER AUPRÈS  
D'ACTEURS CLÉS EN MATIÈRE  
DE POLITIQUES** 3

**INSTRUMENTS DE POLITIQUE  
FAVORABLES AU DÉPLOIEMENT  
DES ÉNERGIES  
RENOUVELABLES** 4

**MÉCANISMES DE  
FINANCEMENT** 6

**CAP SUR L'ACCÈS  
À L'ÉNERGIE** 7

**COMMENT SOUTENIR LES  
PARLEMENTAIRES?** 8

**NUMÉROS PRÉCÉDENTS** 9

**QUELQUES PUBLICATIONS** 10

**ANNONCES** 12

### ÉDITION SPÉCIALE : FORUM DES LÉGISLATEURS 2017

Le 13 janvier 2017, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) a organisé son deuxième Forum des législateurs à Abou Dhabi (Émirats arabes unis), conjointement à la septième assemblée annuelle de l'agence. Des parlementaires de 15 différents pays et de l'Union européenne<sup>1</sup>, partageant déjà un intérêt pour les énergies renouvelables, se sont rassemblés pour débattre des bonnes pratiques et examiner les opportunités et les défis en lien avec la promotion des énergies renouvelables, ainsi que les moyens pour mettre en place un cadre juridique facilitant la promotion de ces énergies. [\[Communiqué de presse\]](#)

Les échanges furent placés sous le cadre général des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies et des contributions déterminées au niveau national (CDNs) dans le cadre de l'Accord de Paris. [\[Programme du Forum des législateurs 2017\]](#)

#### Visites préalables au Forum des législateurs, le 12 janvier



*Des participants au Forum des législateurs à Masdar City*

Cette année, des visites préalables au Forum des législateurs ont été organisées la veille de l'événement. Un groupe de législateurs a été accueilli par S.E. Dr. Amal Al Qubaisi, Présidente du Conseil national fédéral des Émirats arabes unis (CNF), ainsi que par plusieurs membres du CNF; ils ont effectué une visite exclusive au cours de laquelle l'histoire et le fonctionnement de l'institution leur a été expliquée. La visite et la réception au CNF ont été suivies d'une visite guidée de Masdar City et d'une réception au quartier général de l'IRENA. Les législateurs ont été accueillis par le directeur général adjoint de l'IRENA, qui a détaillé les missions et les activités programmatiques de l'agence. [\[Présentation de l'IRENA\]](#)

<sup>1</sup> Argentine, Belgique, Burkina Faso, Union européenne, Allemagne, Irlande, Italie, Jordanie, Île Maurice, Mexique, Serbie, Sierra Leone, Tanzanie, Tunisie, Ouganda et Émirats arabes unis.

## POURQUOI LES ÉNERGIES RENOUVELABLES SONT-ELLES IMPORTANTES?

### FAITS & CHIFFRES

- » Depuis 2011, la capacité de production d'électricité par les énergies renouvelables a représenté plus de la moitié de la capacité additionnelle du secteur de l'énergie au niveau mondial.
- » La capacité de production d'électricité à partir des énergies renouvelables a augmenté à un rythme record de 8,6 % en 2015 pour atteindre 28,9 % de la capacité globale.
- » À chaque doublement de la capacité installée cumulée, les prix chutent de 20% grâce aux économies d'échelle et aux améliorations technologiques.
- » Les énergies renouvelables sont économiquement compétitives ; elles sont le choix privilégié par de nombreuses régions du monde en raison des bénéfices sociaux, économiques et environnementaux, qui en découlent.
- » L'emploi a progressé dans le secteur mondial des énergies renouvelables, atteignant 9,4 millions d'emplois directs et indirects en 2015, alors qu'une diminution des emplois a été observée dans le secteur global de l'énergie.

L'Accord de Paris sur le climat et l'adoption des objectifs de développement durable par les Nations unies en 2015 ont envoyé des signaux forts et ont fourni le cadre politique nécessaire à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables sur le plan national. Le directeur général de l'IRENA a souligné que 2015 avait également été une année marquante pour les énergies renouvelables, avec un record de 305 milliards de dollars investis dans ce secteur à travers le monde.

Grâce à la diminution rapide des coûts, aux progrès remarquables réalisés dans le domaine de l'innovation technologique, et à la mise en place de cadres de politiques favorables, les énergies

renouvelables ont surpassé les augmentations de capacité de toutes les autres sources d'énergie dans le secteur au niveau mondial.

« Les énergies renouvelables génèrent désormais des bénéfices tels que des créations d'emploi, la croissance économique ou la réduction des émissions de carbone. Cela nous permet donc d'envisager sérieusement une évolution positive », a déclaré M. Amin.

[Présentation du contexte – Remarques de M. Adnan Z. Amin, directeur général de l'IRENA]

Grâce à la diminution rapide des coûts, aux progrès remarquables réalisés dans le domaine de l'innovation technologique, et à la mise en place de cadres de politiques favorables, les énergies renouvelables ont surpassé les augmentations de capacité de toutes les autres sources d'énergie dans le secteur au niveau mondial

Cette déclaration a été appuyée par S.E. Dr. Thani A. Al Zeyoudi, Ministre du changement climatique et de l'environnement des Émirats arabes unis (EAU), qui a livré un aperçu général du plan énergétique des EAU, récemment publié, et qui prévoit d'assurer 44 % de la production d'énergie du pays à partir de sources d'énergie renouvelable et de réduire les émissions de 70 % d'ici à 2050. Le pays estime que cette stratégie lui permettra d'économiser environ 190 milliards de dollars, un montant supérieur d'environ 55 milliards de dollars aux dépenses engendrées pour la production nationale d'énergie au cours de la même période.

### Forum des législateurs 2017 13 janvier 2017, Abou Dhabi



S.E. Dr. Amal Al Qubaisi, M. Adnan Z. Amin, S.E. Dr. Thani Al Zeyoudi

## S'engager auprès d'acteurs clés en matière de politiques

Le rôle crucial que les législateurs jouent dans la traduction en mesures concrètes des politiques relatives aux énergies renouvelables a été souligné au cours de la séance d'ouverture du Forum par S.E. Dr. Amal Al Qubaisi, Présidente du Conseil national fédéral (CNF) des EAU, par S.E. Dr. Thani Al Zeyoudi, Ministre du changement climatique et de l'environnement des EAU, et M. Adnan Z. Amin, directeur général de l'IRENA.

[Discours inaugural de M. Adnan Z. Amin, directeur général de l'IRENA]

[Discours de Dr. Amal Al Qubaisi]

[Discours de Dr. Thani A. Al Zeyoudi]

« En tant que parlementaires, il est de notre devoir moral, éthique et effectif, non seulement de soutenir les accords et les objectifs relatifs aux énergies renouvelables, mais également d'assurer leur pleine mise en œuvre grâce à une législation et une supervision adéquates », a déclaré le Dr. Al Qubaisi : « le moment est venu pour nous, parlementaires, de prendre les choses en main et de commencer à actionner ces accords et ces objectifs. Pour ce faire, une réelle collaboration entre les parlements, les autres branches du gouvernement, et les organisations internationales de premier plan telles que l'IRENA sera nécessaire ».

Le directeur général de l'IRENA a ajouté que le fait d'organiser le Forum des législateurs conjointement à l'assemblée annuelle de l'agence constituait précisément une chance unique de renforcer le dialogue et la collaboration entre les décideurs politiques. De nombreux participants au Forum des législateurs ont ainsi également assisté à la septième session de l'assemblée de l'IRENA afin de suivre les discussions concernant les tendances actuelles de la transition énergétique mondiale, et d'échanger avec les autres décideurs, experts et parties prenantes. L'assemblée a rassemblé plus de 150 délégations nationales et 130 autres entités.

Les parlementaires peuvent devenir une force dynamique essentielle dans les années à venir, et M. Amin a d'ailleurs rappelé le rôle clé des législateurs dans la création de l'IRENA. Il a rappelé aux participants que l'idée de fonder une agence intergouvernementale visant à accélérer la transition énergétique mondiale avait été initiée il y a une dizaine d'années par des défenseurs des énergies renouvelables et membres actifs du Bundestag, le parlement allemand.

Les participants n'ont cessé de souligner le fait que les parlementaires étaient non seulement responsables de la formulation de la législation, mais également de l'approbation des budgets nationaux. En conséquence, ils ont relevé la

nécessité pour les parlementaires d'être mieux informés sur les énergies renouvelables, afin de pouvoir mieux soutenir le développement du secteur grâce à la législation et de veiller à l'allocation des ressources nécessaires.

Le moment est venu pour nous, parlementaires, de prendre les choses en main et de commencer à mettre en œuvre ces accords et ces objectifs

Lors du Forum, l'IRENA a été appelée à élargir son engagement auprès des parlementaires et, en plus de l'organisation annuelle du Forum des législateurs à Abou Dhabi, à participer activement aux rencontres parlementaires régionales pour diffuser les dernières données et informations sur les tendances dans le secteur des énergies renouvelables en matière de coûts, d'emplois, de technologies, de politiques, et de financements.



Cesar Rendon, parlementaire, Mexique

Les parlementaires ont également reconnu comme étant essentielle la responsabilité qui est la leur de se faire les défenseurs des énergies renouvelables dans leurs circonscriptions pour faire mieux comprendre les bénéfices sociaux et économiques des énergies renouvelables et pour renforcer le soutien public nécessaire à une transition énergétique mondiale durable. Comme l'an passé, les participants au Forum ont insisté sur le fait que les parlementaires occupent également une position unique dans la société, qui leur permet de prendre l'initiative afin de rassembler et de mobiliser toutes les parties prenantes, notamment celles du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire.

[Rapport de synthèse du Forum des législateurs 2016]

## Instrument de politique favorables au déploiement des énergies renouvelables

### PRINCIPALES TENDANCES

Les politiques visant à créer des marchés pour les technologies des énergies renouvelables ont favorisé leur déploiement et ont permis de réduire les coûts grâce aux économies d'échelle et aux progrès technologiques.

À la fin de l'année 2015, des politiques de soutien aux énergies renouvelables recouvrant la production d'électricité, le chauffage, le refroidissement, et les transports, avaient été mises en place dans 164 pays.

Les décideurs politiques ont conçu une grande variété de politiques, telles que les instruments de régulation et les incitations fiscales, permettant de promouvoir le déploiement des renouvelables, ainsi que l'émergence de conditions favorables au développement du secteur, en lien à l'accès au réseau, au financement et aux bénéfices socio-économiques.

Pour accélérer le rythme du déploiement, conformément aux objectifs de développement durable, les politiques demeureront capitales pour surmonter les principaux obstacles liés au marchés.

Une série d'instruments de politique destinés à favoriser la transition énergétique a été présentée sur la base des travaux analytiques récemment menés par l'IRENA, notamment sur les tarifs de rachat garantis (Trg), les adjudications, et la fixation d'objectifs en matière d'énergies renouvelables. [\[Présentation du Secrétariat de l'IRENA\]](#)

Les participants ont souligné l'importance de privilégier l'adoption d'une variété d'instruments d'action, qui tienne également compte des différents segments et tailles des marchés. Dans ce contexte, les politiques souples, capables de répondre aux conditions changeantes des marchés ont été jugées essentielles pour soutenir le déploiement des énergies renouvelables et pour incorporer véritablement des parts croissantes d'énergies renouvelables dans le bouquet énergétique. En partageant leurs expériences nationales et en discutant sur l'applicabilité des bonnes pratiques, plusieurs participants ont également souligné que les choix de politiques de soutien devaient être appréhendés en tenant compte des contextes nationaux et historiques particuliers. [\[Exposé de M. Andries Gryffroy, parlementaire flamand, Belgique\]](#)



Andries Gryffroy, parlementaire, Flandres (Belgique)



Mme Bärbel Höhn, parlementaire allemande et ancienne Ministre d'État, a rappelé que les Trg avaient été introduits en Allemagne dans le cadre d'une mesure visant à créer un marché pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables. Cette politique de soutien a permis de décentraliser la production d'électricité, en donnant à d'autres acteurs que les services publics, tels que les citoyens, la possibilité de devenir des « prosommateurs » (producteurs et consommateurs). Alors que les énergies renouvelables sont devenues plus compétitives et que les marchés ont évolué, l'Allemagne a commencé à introduire des adjudications pour soutenir le déploiement des énergies renouvelables.

Selon leurs expériences nationales en matière d'adjudication publique pour le déploiement des énergies renouvelables, plusieurs législateurs ont souligné qu'il était important de garantir



Bärbel Höhn, parlementaire, Allemagne

une concurrence loyale et inclusive et d'éviter qu'un nombre limité de grandes entreprises ne monopolise les adjudications. D'autre part, le risque que les offres faites soient sous-évaluées pour remporter les marchés, ce qui serait suivi d'un manquement à pouvoir délivrer la capacité additionnelle nécessaire, a également été évoqué. Selon les experts, ce risque pourrait être contré par une rédaction scrupuleuse des adjudications, en renforçant par exemple les critères d'éligibilité, le processus de sélection des offres gagnantes et la responsabilité des vendeurs.

Mme Georgina Trujillo, membre du Congrès du Mexique et présidente de la commission pour l'énergie, a exposé en détail la réforme énergétique introduite par son gouvernement en 2014 qui prévoit d'atteindre une proportion de 50 % de sources d'énergie propres dans le bouquet énergétique national d'ici 2050. Les adjudications ont constitué un pilier central de la réforme et contribuent, en complément d'autres éléments de la loi relative à la transition énergétique (développement d'un programme national, création d'un conseil consultatif pour la transition énergétique et d'un fonds pour l'énergie durable, incitations fiscales, etc.), à l'obtention de résultats jugés positifs, deux ans seulement après le lancement de la réforme.

[\[Exposé de Mme Georgina Trujillo, membre du Congrès, Mexique\]](#)



Georgina Trujillo, parlementaire, Mexique

La Jordanie a également été citée en raison du succès qu'elle a rencontré lors de la mise en place de son système d'adjudications visant à favoriser le déploiement des énergies renouvelables et à promouvoir la sécurité énergétique. Des appels d'offre ont également été lancés concernant des petites centrales électriques, afin d'ouvrir le marché aux petits investisseurs.

Certains parlementaires ont également enjoint leurs confrères à considérer les politiques qui assurent l'intégration des sources variables d'énergie renouvelables dans le secteur de la production énergétique tout comme sur le marché. D'après eux, les politiques devraient également tenir compte des possibilités de déploiement dans les trois secteurs d'utilisation finale, à savoir les transports, le chauffage et le refroidissement, en vue d'une transition énergétique profonde et complète. Certains législateurs ont insisté sur le fait que les instruments de politique de soutien seuls ne suffisaient plus à ce stade et que les décideurs devaient désormais concevoir un nouveau système de marché capable d'introduire effectivement des parts croissantes d'énergies renouvelables.

Les participants ont encouragé l'IRENA à poursuivre ses travaux d'analyse des politiques en matière d'énergies renouvelables, en se concentrant sur les différents secteurs d'utilisation finale.



Kathleen van Brempt, membre du Parlement européen, rendant compte du Forum des législateurs 2017 à la septième assemblée de l'IRENA

## MÉCANISMES DE FINANCEMENT

### PRINCIPALES TENDANCES

Attirer un niveau de financement suffisant est une condition sine qua non pour intensifier l'investissement dans les énergies renouvelables et pour engranger des bénéfices sociaux et économiques plus substantiels. L'investissement dans les énergies renouvelables doit augmenter de manière significative par rapport aux niveaux actuels ; cela peut être dynamisé par l'intérêt du secteur privé pour des actifs qui promettent des rendements à long terme et stables.

Sur de nombreux marchés présentant un haut potentiel pour les énergies renouvelables, les barrières liées au marché et la perception de risques importants dissuadent les investisseurs privés de participer de façon plus active au financement des énergies renouvelables.

En appliquant une politique et les instruments financiers adéquats, l'investissement dans les énergies renouvelables peut être rapidement décuplé afin d'accélérer la transition énergétique mondiale.

Au cours de leurs présentations et remarques, les experts ont souligné qu'à lui seul, le financement public ne suffirait pas à assurer la transition énergétique mondiale à l'échelle et au rythme nécessaires pour respecter les engagements internationaux : le gros du financement du secteur des énergies renouvelables devra provenir du secteur privé.

### Le financement public ne suffira pas : le gros du financement du secteur des énergies renouvelables devra provenir du secteur privé

Tous les participants étaient d'accord pour dire que l'augmentation des investissements dans les énergies renouvelables qui s'impose dans les pays en développement constituait un défi particulier. Les capitaux privés à faible coût dépendent du niveau de solvabilité d'un pays, ce qui, dans les pays en développement, est souvent affecté par les risques politiques et de non-paiements dans le cadre des contrats d'achat d'électricité (CAE) passés entre les fournisseurs (souvent détenus par le gouvernement) et les investisseurs. Beaucoup étaient d'accord pour dire que les législateurs ont un rôle spécifique à jouer dans la résolution de ces questions, en assurant un cadre juridique voué à la protection des investisseurs contre les risques politiques et autres. À titre d'exemple, ils ont

invoqué l'importance d'une législation foncière lorsqu'il s'agit de déployer des énergies renouvelables.

L'IRENA a été appelée à étudier les moyens d'aider les pays en développement à faire progresser leur notation de crédit en mettant en place des cadres légaux et réglementaires nationaux.

Compte tenu du large consensus sur le fait que les énergies renouvelables sont essentielles à la réalisation des objectifs fixés par l'Accord de Paris et par les objectifs de développement durable des Nations unies, certains parlementaires ont également suggéré la création d'un nouveau mécanisme de financement spécifiquement consacré aux énergies renouvelables. Le principal objet de ce système serait d'offrir des garanties quant aux capitaux investis dans les projets relatifs aux énergies renouvelables spécifiquement.



*Leila Ouled Ali, parlementaire, Tunisie*

Le Fonds vert pour le climat (FVC) a été évoqué comme source de financement potentielle de la réduction des risques, qui permettrait de stimuler les investissements de capitaux privés dans les pays en développement. Plusieurs participants ont toutefois souligné la difficulté d'accéder à ces fonds pour les pays en développement, en raison de la complexité des procédures en vigueur. Certains législateurs ont dénoncé le fait que l'implication de tiers entre le FVC et les pays finis par déboucher sur une réduction substantielle des sommes allouées au cours du processus.

Dans certains pays, les participants ont signalé que les CAE et les garanties d'achat ont commencé à produire des effets négatifs sur les budgets nationaux, et que ces charges budgétaires commencent à se répercuter sur les consommateurs sous la forme de prix plus élevés payés pour leur électricité, ce qui altère sérieusement l'objectif d'élargir le soutien public apporté aux énergies renouvelables. L'introduction d'un marché de permis d'émissions de carbone ou d'une taxe carbone a été suggérée pour combler le fossé entre les dépenses budgétaires et les garanties d'achat.

[\[Présentation du Secrétariat de l'IRENA\]](#)

[\[Présentation de M. Michael Eckhart, Citi Group\]](#)

# CAP SUR L'ACCÈS À L'ÉNERGIE

## PRINCIPALES TENDANCES

Plus d'un milliard de personnes vivant dans les zones rurales et péri-urbaines n'ont pas accès à l'électricité, et environ 2,9 milliards de personnes dépendent des combustibles traditionnels pour cuisiner et se chauffer. L'accès aux services énergétiques modernes aurait un impact immédiat et transformateur sur leurs conditions de vie.

L'accès à l'énergie moderne favorise, entre autres, l'augmentation de la productivité, la hausse des salaires, l'amélioration de la sécurité alimentaire et hydrique, et un meilleur accès aux services de santé et d'éducation. Si on ne règle pas la question de l'accès à l'énergie, il sera presque impossible d'atteindre les objectifs de développement durable.

Pour réaliser l'accès universel à l'électricité d'ici à 2030, 60 % des nouvelles capacités de production d'énergie devront provenir de solutions hors réseau (réseaux autonomes et mini-réseaux). Les participants du premier Forum des législateurs avaient expressément demandé que l'accent soit mis sur ce sujet.



Dhamir Mannai, ancien parlementaire, Tunisie

Rebecca Kadaga, présidente du parlement, Ouganda

À la suite d'une présentation sur les dernières études menées par l'IRENA concernant la promotion du déploiement des énergies renouvelables hors réseau [Présentation du Secrétariat de l'IRENA], Harish Hande, fondateur de SELCO, une entreprise sociale en Inde, spécialisée dans la fourniture de services basés sur l'énergie solaire aux pauvres et aux entreprises, a encouragé les parlementaires à apprendre non seulement de leurs réussites, mais également de leurs erreurs. « L'énergie est un produit très diversifié : elle répond à des besoins stimulés par des aspects

culturels et doit donc être produite en conséquence [...] Ce n'est pas tant d'ingénieurs dont on a besoin dans les zones rurales, mais de fournisseurs de solutions ».

Dhamir Mannai, ancien parlementaire tunisien qui a également participé à la table ronde ministérielle sur l'accès à l'énergie lors de l'assemblée, a souligné le fait que les énergies renouvelables constituaient l'unique source d'énergie pouvant être décentralisée. La technologie étant désormais disponible, il était maintenant essentiel de se concentrer sur la dimension sociale de la question. « Le manque d'électricité a des répercussions socio-économiques catastrophiques, et même si l'électricité coûte cher, son prix n'est pas plus lourd que celui des conséquences de ne pas avoir accès à l'électricité », a-t-il déclaré.

Revenant sur la question du changement climatique, certains législateurs ont souligné que, dans la mesure où de nombreux pays en développement n'étaient responsables que d'une part infime des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, l'accès à l'électricité était assurément l'argument le plus convaincant. Les parlementaires ont ainsi été appelés à agir sur trois fronts pour soutenir le développement du marché des énergies renouvelables : rédiger et voter des lois de facilitation, éliminer les risques associés aux investissements, et mettre en place le cadre institutionnel et réglementaire permettant la mise en œuvre de la politique en faveur des énergies renouvelables.

Le manque d'électricité a des répercussions socio-économiques catastrophiques, et même si l'électricité coûte cher, son prix n'est pas plus lourd que celui des conséquences de ne pas avoir accès à l'électricité

Plusieurs parlementaires ont rappelé l'importance du soutien de l'opinion publique pour accélérer le déploiement des technologies des énergies renouvelables. Les législateurs ont ainsi exprimé leur besoin d'être soutenus dans leurs efforts pour assurer la promotion des énergies renouvelables grâce à des informations mises à jour et à une assistance législative plus directe.

## COMMENT SOUTENIR LES PARLEMENTAIRES?

Il a été présenté aux participants un ensemble d'outils destinés à les aider dans leur fonction législative en vue de déterminer quels seraient les activités et les travaux analytiques pouvant apporter une valeur ajoutée au travail législatif des parlementaires.

[[Présentation du Secrétariat de l'IRENA](#)]

[[Exposé du Dr. Michal Nachmany, Grantham Institute, LSE, Londres](#)]

[[Exposé de M. Nicholas Dunlop, Climate Parliament](#)]



*Richard Ottinger, ancien membre du Congrès (États-Unis), professeur, Pace Law School*

Tout au long de la journée, les législateurs ont exprimé le besoin d'avoir accès à des études comparatives des cadres législatifs et réglementaires ou d'accéder à une base de données dressant la liste de toutes les lois sur les énergies renouvelables. Même si la politique relative aux énergies renouvelables ne peut être la même pour tous et que les particularités nationales doivent être prises en considération, certains éléments ont été toutefois jugés reproductibles.

Les parlementaires ont demandé que les divers travaux d'analyses illustrent non seulement les réussites mais aussi

les échecs de certaines lois sur les énergies renouvelables. La nécessité de disposer d'informations sur l'impact financier de ces lois a également été soulignée. Un participant a suggéré que l'IRENA procède à une analyse relative au partage juste et équitable des coûts et des économies pour l'ensemble de la société, une question d'intérêt particulier pour les parlementaires désireux de promouvoir les énergies renouvelables.

Certains législateurs ont insisté sur le fait que le besoin le plus urgent était celui de recevoir du soutien et des conseils sur la façon de surmonter les résistances face à la transition vers les énergies renouvelables. Connaître les problèmes rencontrés par les autres parlements et la façon dont ils sont résolus peut s'avérer utile. Les rencontres internationales telles que le Forum des législateurs sont importantes à cet égard. Pour de nombreux législateurs, le bénéfice supplémentaire de ce type de rencontre est de rencontrer d'autres défenseurs des énergies renouvelables, une occasion plus rare dans les contextes nationaux, et une fois chez soi, de pouvoir témoigner du large soutien dont le déploiement des énergies renouvelables bénéficie réellement.

La mise en place de réseaux nationaux et régionaux associant plusieurs partis a aussi été vivement encouragée pour régler les problèmes propres à chaque pays et pour renforcer le soutien politique aux énergies renouvelables.

Les participants ont appelé l'IRENA à continuer d'organiser le Forum des législateurs et à élargir le groupe de participants. Il a également été suggéré que le Forum des législateurs devienne le lieu où les parlementaires peuvent développer une vision et des stratégies à long terme à l'appui des tâches gouvernementales.

[[VIDÉO : Forum des législateurs 2017](#)]



*Stella Bianchi, parlementaire, Italie*

*Samir Murad, sénateur, Jordanie*

*Johann Saathoff, parlementaire, Allemagne*



# NUMÉROS PRÉCÉDENTS

## REVUE POUR LES PARLEMENTAIRES : UN PÉRIODIQUE CONSACRÉ AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES



### NUMÉRO 1 - LA PRODUCTION D'ÉNERGIE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE

Ce premier numéro de la REvue pour les parlementaires se penche sur l'évolution du secteur des énergies renouvelables en s'attardant plus particulièrement sur la filière du solaire photovoltaïque, technologie énergétique à l'essor fulgurant.

[Français](#) [Español](#)



### NUMÉRO 2 - LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Publié suite à l'Accord de Paris, ce numéro de la REvue pour les parlementaires analyse les énergies renouvelables comme moyen de réduire les effets du changement climatique.

[Français](#) [Español](#)



### NUMÉRO 3 - COÛTS EN BAISSÉ ET CRÉATION D'EMPLOIS

Le secteur des énergies renouvelables est devenu un employeur important, qui a la capacité de créer des millions d'emplois dans le monde entier dans les prochaines années. Le secteur doit une partie de son dynamisme à une baisse des coûts sans précédent dans le secteur.

[Français](#) [Español](#)



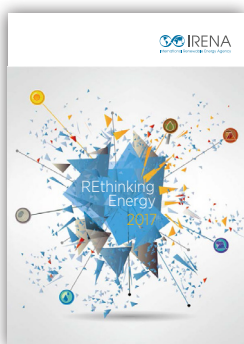
Abonnez-vous pour recevoir

les prochains numéros de la REvue pour les parlementaires de l'IRENA

(Cliquez sur le lien ci-dessus ou envoyez un courriel à : [legislators@irena.org](mailto:legislators@irena.org))



## QUELQUES PUBLICATIONS



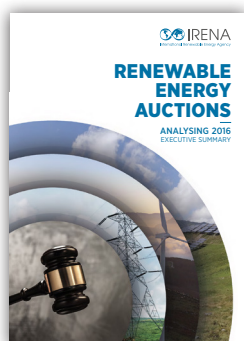
### RETHINKING ENERGY 2017: ACCELERATING THE GLOBAL ENERGY TRANSFORMATION

REthinking Energy, le rapport phare de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), analyse les tendances et les évolutions de la quête mondiale d'un avenir fondé sur les énergies renouvelables. Ce troisième numéro souligne qu'un déploiement accéléré alimentera la croissance économique, créera de nouveaux emplois, améliorera le bien-être humain, et contribuera à un avenir sans répercussion sur le climat.

Les énergies renouvelables sont donc essentielles pour un développement durable, notamment pour la réalisation du septième objectif de développement durable adopté par les Nations unies et garantissant « à tous des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable ». Les politiques et les réglementations restent essentielles pour établir un marché des énergies renouvelables stable et attractif. Un ferme engagement des gouvernements est nécessaire pour réduire les risques et les coûts de financement.

Dans le secteur de l'électricité, des avancées significatives quant à la complémentarité des systèmes, en particulier le stockage, permettront l'intégration de proportions plus importantes d'électricité renouvelable. Les énergies renouvelables hors-réseau, via les systèmes autonomes et les mini-réseaux, peuvent compléter de plus en plus les options fondées sur les réseaux pour renforcer l'accès à l'énergie durable.

Depuis plus de dix ans, l'investissement mondial dans les énergies renouvelables a affiché une progression constante, passant de moins de 50 milliards de dollars en 2004 au niveau record de 348 milliards de dollars en 2015.



### RENEWABLE ENERGY AUCTIONS: ANALYSING 2016 (EXECUTIVE SUMMARY)

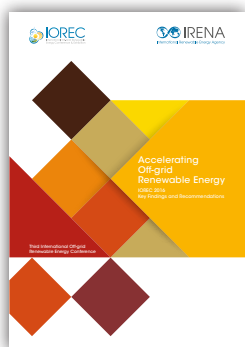
Mi-2016, au moins 67 pays avaient utilisé les adjudications pour leurs contrats dans le domaine des énergies renouvelables, contre moins de 10 en 2005. Le prochain rapport de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), dont cette synthèse est un avant-goût, présente les principales mises à jour de ce mécanisme essentiel à la fixation des prix et au développement du marché.

Le rapport suit les précédentes études de l'IRENA :

- Renewable Energy Auctions: A Guide to Design (2015)
- Renewable Energy Auctions in Developing Countries (2013)

En 2016, les prix contractuels moyens sont tombés à 50 dollars par mégawatt heure (MWh) pour l'énergie solaire et à 40 dollars /MWh pour l'énergie éolienne, contre, respectivement, 250 dollars /MWh et 85 dollars /MWh en 2010. Le Chili, le Mexique, le Maroc et les Émirats arabes unis ont atteint des prix historiquement bas en 2016 avec les adjudications relatives à l'énergie solaire et éolienne.

Parallèlement à la baisse des coûts technologiques, les politiques de soutien et l'amélioration de l'accès au financement ont favorisé l'accélération du développement des énergies renouvelables.



## ACCELERATING OFF-GRID RENEWABLE ENERGY: KEY FINDINGS AND RECOMMENDATIONS FROM IOREC 2016

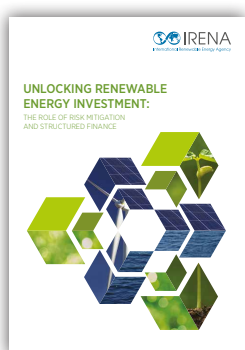
Grâce à l'innovation technologique et aux réductions constantes des coûts, les avantages des énergies renouvelables hors-réseau comme moyen d'accroître l'accès à l'électricité rurale sont de plus en plus considérés. Mais la poursuite de l'accélération du développement des mini-réseaux ou des solutions autonomes dépendra également de l'existence de politiques et de réglementations stables, ainsi que des fonds qui y seront consacrés et des instruments de réduction des risques liés aux investissements dans les énergies renouvelables.

D'après le rapport de conférence de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), l'innovation technologique et commerciale pourrait réduire les coûts de la production d'électricité renouvelable de 60 % en 20 ans pour les mini-réseaux. Toutefois, malgré les objectifs internationaux visant à garantir à tous des services énergétiques durables, environ 600 millions de personnes ne devraient toujours pas avoir accès à l'électricité en 2040.

La troisième conférence internationale sur les énergies renouvelables hors réseau (IOREC), organisée à Nairobi, au Kenya, en 2016 a défini huit priorités :

- intégrer les énergies renouvelables hors-réseau dans les stratégies nationales d'électrification rurale;
- créer un écosystème permettant d'accélérer le déploiement;
- concevoir des politiques et des réglementations spécifiques;
- libérer du capital pour l'accès à l'énergie;
- déterminer les bons modèles commerciaux pour le déploiement des énergies renouvelables hors-réseau;
- innover pour améliorer l'accessibilité, la fiabilité et les types de services d'électricité
- renforcer l'accès à l'énergie durable et optimiser les bénéfices;
- tirer profit de l'impact du développement intersectoriel des énergies renouvelables hors-réseau.

Pour aider à la réalisation des objectifs de développement durables des Nations unies adoptés en 2015, les solutions hors-réseau doivent être conçues de façon telle qu'elles permettent de dépasser les augmentations de capacité de la production énergétique pour améliorer réellement les conditions de vie de la population.



## UNLOCKING RENEWABLE ENERGY INVESTMENT: THE ROLE OF RISK MITIGATION AND STRUCTURED FINANCE

Le développement des énergies renouvelables requiert une augmentation massive des investissements. Les énergies renouvelables engendrent des bénéfices à long terme pour la santé humaine, l'accès à l'énergie, la protection de l'environnement et la gestion du changement climatique, ainsi que le potentiel qu'elles ont de créer de nouveaux emplois à travers le monde. Dans un contexte de chute rapide des coûts, les technologies utilisées pour la production des énergies renouvelables sont devenues de plus en plus compétitives par rapport aux combustibles fossiles, même avec des prix du pétrole assez bas sur les marchés mondiaux.

Pourtant, l'investissement mondial dans les énergies renouvelables est resté très en-dessous de son potentiel, comme l'explique ce rapport de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). Ce manque d'investissement est dû aux barrières qui continuent d'exister sur les marchés et aux risques élevés qui dissuadent les investisseurs privés et les financiers.

Unlocking Renewable Energy Investment: le rôle de la réduction des risques et du financement structuré est d'identifier les principaux risques et barrières limitant les investissements et de proposer des leviers aux décideurs politiques, aux investisseurs publics et privés, et aux institutions financières publiques, afin que toutes ces parties prenantes augmentent leurs investissements dans le secteur des énergies renouvelables.

Pour en savoir plus : [www.irena.org/publications](http://www.irena.org/publications)

## ANNONCES

# RÉSERVEZ CETTE DATE



## FORUM DES LÉGISLATEURS

### FORUM DES LÉGISLATEURS 2018

### 12 JANVIER 2018

### ABOU DHABI, ÉMIRATS ARABES UNIS

Si vous désirez participer à cette réunion, envoyez dès maintenant un courriel à [legislators@irena.org](mailto:legislators@irena.org) et rejoignez-nous en 2018 pour la troisième édition du Forum des législateurs.

#### © IRENA 2017

Sauf mention contraire, la présente publication et son contenu sont la propriété de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (International Renewable Energy Agency – IRENA) et sont protégés par le droit d'auteur d'IRENA.

Le contenu de la présente publication peut être librement utilisé, partagé, copié, reproduit, imprimé et/ou stocké à condition d'être clairement attribué à l'IRENA.

Les éléments de la présente publication attribués à des tiers peuvent être protégés par le droit d'auteur de ces tiers et faire l'objet de conditions d'utilisation distinctes.

#### Avis de non-responsabilité

Une partie des éléments que contient la présente publication sont fournis « en l'état ». Ni l'IRENA ni aucun de ses représentants, agents, fournisseurs de données ou d'autres contenus tiers n'offrent aucune garantie, y compris concernant l'exactitude, le caractère complet ou l'adéquation du contenu de la présente publication en vue d'une utilisation particulière ou concernant la non-violation de droits de tiers, ni n'acceptent aucune responsabilité liée à l'utilisation de la présente publication ou des éléments qu'elle contient.

Les opinions exprimées dans la présente publication engagent la seule responsabilité de leurs auteurs et présentateurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'IRENA ou de ses membres. Aucun élément contenu dans la présente publication ne saurait être interprété comme une approbation à l'égard d'un quelconque projet, produit ou prestataire particulier.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'IRENA, aucune prise de position quant au statut juridique des régions, pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites territoriales.